

CHRONIQUE D'UNE DÉRIVE FASCISANTE

Marine Le Pen, candidate à l'élection présidentielle, dans ses discours nous assure que le RN défendra notre modèle social et nos services publics si elle arrivait au pouvoir. L'implantation des mairies RN et d'extrême droite, renforcée lors des récentes élections municipales, nous montre le contraire et nous donne un échantillon de ce que serait leur gestion du pays.

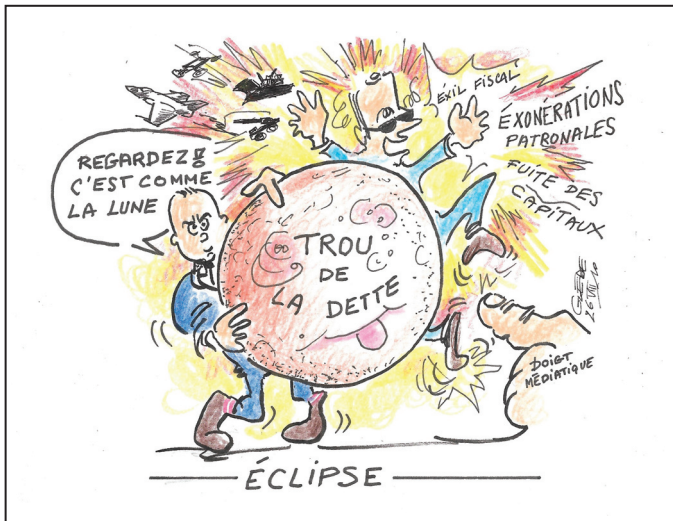
Nous avons déjà pu nous rendre compte avec la contradiction perçue entre les promesses sociales du RN et ses votes au Parlement, que leurs engagements ne fabriquent que des fausses garanties. Quatre mois après le second tour des élections municipales et leurs arrivées au pouvoir, les masques tombent déjà ! Les nouvelles mairies RN impriment leur style. Visiblement plutôt à l'encontre de leurs promesses. Ils ont déjà un bilan et c'est une catastrophe ! Décomplexés par leurs succès électoraux, les nouveaux élus s'attaquent de front aux symboles. La cérémonie du 1er mai fut supprimée par le nouveau maire RN de Liévin, le drapeau européen fut retiré de la façade des mairies de Carcassonne, de Cagnes-sur-Mer et de Harnes et la commémoration de l'abolition de l'esclavage à Vierzon fut supprimée.

Les maires du RN font main-basse sur la commune en imposant leur idéologie dans tous les secteurs de l'activité municipale. On peut constater : des mesures sociales et budgétaires discriminatoires, des attaques contre la liberté associative et les syndicats, la reprise en main et censure du secteur culturel, la réduction des aides sociales et un tri parmi les habitants, l'hyper-sécurisation, pression sur l'espace public, et un verrouillage de la vie démocratique locale. Par exemple, le maire de Montargis a stoppé la construction d'une école, d'une crèche et d'un centre pour le traitement du cancer. À Carpentras, la ferme municipale qui produisait en bio des légumes servis dans les cantines scolaires a été fermée.

Côté culture, dans plusieurs villes RN, des festivals ou programmes ont été annulés. À Bagnols-sur-Cèze, la maire Pascale Bordes a dégrossi à la hache la programmation culturelle annulant les venues du trompettiste Ibrahim Maalouf, du chorégraphe Mourad Merzouki et de l'humoriste Muriel Robin ; à Agde, l'ex-député RN Aurélien Lopez-Liguori a réduit le festival de cinéma et les concerts gratuits ; à La Seyne-sur-Mer, c'est la fin du festival Bonaparte, une semaine culturelle célébrant la défense de Toulon, assiégée par une coalition royaliste.

À Carcassonne, Christophe Barthès a supprimé la subvention de la Ligue des Droits de l'Homme et exigé la restitution des bureaux, et a expulsé les syndicats des locaux appartenant à la ville. La liste serait encore longue de toutes pressions qu'exercent les maires RN sur la vie démocratique des communes qu'ils dirigent. Les dérapages s'accumulent au nom de l'idéologie, un avant-goût de ce qui pourrait attendre la France.

L'OEIL DE GLEBE



www.aubeane.fr

Aubéane
MUTUELLE DE FRANCE

Votre mutuelle de proximité

ABSENCE DE SÉLECTION • SOLIDARITÉ • 100% HUMAIN • PAS D'ACTIONNAIRES • SANS LIMITE D'ÂGE

03 25 79 10 43

f aubeane

TROYES 59 bd Blanqui • ROMILLY-SUR-SEINE 35 Rue Garnet Boivin • BAR-SUR-AUBE 157 Rue nationale

AU FIL DE L'ÉTÉ 36 (9)
DES AVIONS, DES CANONS POUR L'ESPAGNE

Fin juillet 1936, le gouvernement du Front populaire suspend les livraisons d'armes françaises à l'Espagne. La politique de non-intervention qui se met en place, avec la création le 9 septembre d'un comité international, pose rapidement problème : l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste soutiennent ouvertement les troupes du général Franco dans leur assaut contre la République espagnole.

PAR PIERRE MATHIEU

Chaque semaine, *La Dépêche de l'Aube et de la Haute-Marne* accorde une large place à la guerre civile et aux initiatives de solidarité avec les républicains. Le 8 août, elle recueille le témoignage de deux sportifs troyens de la FSGT, Germain Bidault et René Longouille. Délégués aux Olympiades populaires de Barcelone, ils sont rentrés après le déclenchement de la rébellion franquiste. Ils racontent leur arrivée enthousiaste, vite assombrie par l'attaque de l'hôtel où résident les délégations et le mitraillage aérien du stade où s'entraînent les athlètes.

Le 15 août, l'hebdomadaire reprend le mot d'ordre du PCF : « *Ni intervention ni neutralité mal comprise.* » P. Desgny rend compte du Rassemblement universel pour la paix de Saint-Cloud et des initiatives organisées à Pont-sur-Seine, Mézières, Pont-Sainte-Marie, Romilly, Nogent, Langres, Chalindrey, Villenaux... Ces rassemblements, écrit-il, expriment la volonté de défendre la paix, mais aussi « *un immense élan vers la République espagnole* ». Il cite Maurice Thorez : « *La défaite de la République espagnole serait notre propre défaite. Elle compromettrait gravement la sécurité et l'avenir de notre pays. Il faut aider, il faut soutenir la République espagnole.* »

La Dépêche répond à l'appel. Le 29 août, sa Une proclame : « *Pour l'aide au peuple espagnol* », et appelle à un rassemblement au stade Gaston-Arboin (Troyes). Pierre Parigaux écrit : « *Nous sommes contre l'intervention, mais nous ne saurions sous le prétexte de neutralité laisser armer les factieux et refuser les armes nécessaires au gouvernement régulier.* » Le journal publie aussi l'opinion de Louis de Brouckère, président de l'Internationale socialiste, favorable à l'aide aux républicains.

Légionellose à l'Aqua'Bar de Bar-sur-Aube

DES QUESTIONS RESTENT SANS RÉPONSE

Dix jours dans le coma, plusieurs semaines d'hospitalisation et 20 à 25 kilos perdus.

Quelques jours après son embauche à l'Aqua'Bar de Bar-sur-Aube, un technicien contracte une légionellose sévère, maladie grave qui peut être mortelle. L'enquête de l'ARS n'a pas permis d'établir l'origine de la contamination : des légionelles ont été retrouvées dans une douche de la piscine, à un niveau très inférieur au seuil réglementaire, mais également au domicile du salarié.

Cette absence de certitude ne clôt pas le débat. Pourquoi la piscine est-elle restée ouverte pendant les investigations ?



Le 6 septembre, plusieurs centaines de travailleurs réunis à l'appel de la Région troyenne du PC adressent leurs « *encouragements chaleureux aux héros espagnols* » et demandent au gouvernement Blum « *la levée du blocus et l'application du strict droit international* ». Leur appel se conclut : « *Des avions et des canons pour l'Espagne républicaine.* » René Plard, maire de Troyes, à l'issue d'une rencontre avec le comité de solidarité, annonce que la municipalité accueillera quarante enfants espagnols.

Le 12 septembre, sur toute la largeur de sa Une, *La Dépêche* titre : « *Des avions, des canons pour l'Espagne* ». Yves Cuvilliers, secrétaire adjoint de la Région du Parti, qui sort d'un an de clandestinité, signe l'éditorial : « *Sauver l'Espagne, c'est sauver la paix.* »

À suivre

Vous ne recevez pas *La Dépêche de l'Aube* le samedi dans votre boîte à lettre ?

appelez le 3631

La Poste assume la mission de service public de la distribution des journaux et hebdomadaires afin de garantir le pluralisme par l'égal accès à l'information. Cette mission est mise à mal par de fréquents retards. ***Nous vous invitons à signaler tout problème d'acheminement de La Dépêche de l'Aube au 3631.***

(Service gratuit+prix d'un appel), le numéro mis à disposition des usagers de La Poste et à en informer La Dépêche à : ladepechedelaube@wanadoo.fr

La Dépêche de l'Aube

LDA

UN PEU D'HUMOUR...

UN LECTEUR SURPRIS EN TRAIN DE LIRE LA DÉPÊCHE

La scène, rarissime, s'est produite quelque part dans l'Aube. Un abonné à *La Dépêche* aurait été surpris en train de lire son journal. Et pas seulement les titres.

Selon plusieurs témoins, l'individu aurait parcouru un article dans son intégralité, intertitres compris.

La rédaction, d'abord sceptique, n'exclut désormais aucune hypothèse. Certains évoquent même la possibilité qu'il ait tourné la page pour poursuivre sa lecture. Une enquête est en cours.

Nous tenons cependant à rassurer nos abonnés : lire *La Dépêche* ne présente, à notre connaissance, aucun danger particulier. L'expérience pourrait même être renouvelée chaque semaine.

Si vous êtes arrivé jusqu'à cette phrase, une chose est certaine : vous faites partie des suspects. N'hésitez pas à vous dénoncer auprès de la rédaction. Nous garantirons votre anonymat.

CERISE

ANNONCES LÉGALES

Par décisions du 15/07/2026 l'associée unique de la société DAZPHARM, SPFPL à responsabilité limitée au capital de 6 000,00 euros immatriculée au RCS de TROYES sous le numéro 977 889 617 a décidé de transférer le siège social du 40 Boulevard Napoléon 10500 BRIENNE LE CHATEAU au 3 Rue Grégoire Royer 10500 BRIENNE LE CHATEAU, à compter du même jour, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

SARL "DES MARRONNIERS"
Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 €
Siège social : chemin aux ânes - 10510 CHATRES
RCS TROYES 799 665 559

Par décision du 25 juin 2026, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 25 juin 2026. Monsieur Stéphane BIROST demeurant chemin aux ânes - 10510 CHATRES est nommé comme liquidateur à compter du 25 juin 2026. Le siège de liquidation est fixé chemin aux ânes - 10510 CHATRES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tri-

bunal de commerce de TROYES.
Pour avis, le liquidateur

SARL "IMMO.PILE"
Société à responsabilité limitée au capital de 30 000 €
Siège social : 23 rue Simart - 10000 TROYES
RCS TROYES 481 268 266

Par assemblée générale extraordinaire du 1er avril 2026, les associés ont décidé de modifier, à compter du 1er avril 2026, l'objet social de la façon suivante :
• La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales et la gestion de ces participations ;
• L'acquisition, la vente, la pro-priété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis dont elle peut devenir locataire ou propriétaire, usufruitière, nue-pro-priétaire, par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement sur le territoire français et les territoires étrangers limitrophes ;
• Toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement."
Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES (Aube).

Pour avis, le représentant légal.